Communauté mettent en œuvre un système d'aide monétaire mutuelle à court terme doté de 2 milliards de dollars. 9 JUIN. Les Six se fixent une date limite pour la réalisation de l'union économique et monétaire: 1980. 30 JUIN. Ouverture à Luxembourg des négociations d'adhésion entre les Six et la Grande-Bretagne, le Danemark, l'Irlande et la Norvège. 1^{ER} JUILLET. Le nombre de membres de la Commission est ramené de 14 à 9: Franco-Maria Malfatti succède à Jean Rey comme président. 27 JUILLET. Les Six conviennent d'augmenter les pouvoirs du Fonds social européen en matière de recyclage et de réadaptation des travailleurs. 31 JUILLET. Les Six décident de tenir

deux réunions par an, au niveau

ministériel, sur la coopération politique.

1^{ER} OCTOBRE. Entrée en vigueur d'ac-

cords commerciaux avec Israël et l'Es-

moyen terme et pour créer un système

9 FÉVRIER. Les banques centrales de la

de concours mutuel à court terme.

1971-1^{ER} JANVIER. Entrée en vigueur des secondes conventions de Yaoundé et d'Arusha. Entrée en vigueur du système des «ressources propres» de la Communauté.

1^{ER} FÉVRIER. Entrée en vigueur de la politique commune de la pêche.

1^{ER} AVRIL. Entrée en vigueur de l'association avec Malte.

1^{ER} JUILLET. La Communauté européenne adopte le régime des préférences généralisées pour 91 pays en voie de développement.

28 OCTOBRE. La Chambre des communes de Grande-Bretagne se pro-

pagne.

nonce en faveur du principe de l'adhésion à la Communauté par 356 voix contre 244.

1972 1972-22 JANVIER. Les «Dix» signent les accords d'adhésion.

22 MARS. Sicco L. Mansholt devient président de la Commission.

17 AVRIL. Le Conseil adopte des directives concernant la modernisation des exploitations agricoles.

19 AVRIL. Signature par les Six de la Convention portant création d'un Institut universitaire européen à Florence (Italie).

23 AVRIL. Le corps électoral français se prononce par voie de référendum en faveur de l'élargissement de la Communauté.

10 MAI. Par voie de référendum, une large majorité de l'électorat irlandais se prononce en faveur de l'adhésion à la Communauté. Signature de l'accord d'association avec l'île Maurice.

23 JUIN. La Grande-Bretagne fait «flotter» la livre et, avec l'Irlande et le Danemark, se retire temporairement de l'accord C.E.E. visant à maintenir la fluctuation des monnaies dans des marges étroites.

14 JUILLET. La Cour de justice confirme la décision de la Commission infligeant des amendes à dix sociétés de produits chimiques qui avaient imposé des prix pour les colorants.

22 JUILLET. La Communauté signe des accords de libre-échange avec l'Autriche, l'Islande, le Portugal, la Suède et la Suisse.

26 SEPTEMBRE. Par voie de référendum, le peuple norvégien se prononce contre l'adhésion de la Norvège à la Communauté.

19-20 OCTOBRE. Les chefs d'État et de

gouvernement de la Communauté, réunis en sommet à Paris, fixent les prochaines échéances des travaux de la Communauté.

18 DÉCEMBRE. Signature d'accords commerciaux avec l'Égypte et le Liban. **19 DÉCEMBRE.** Signature d'un accord d'association avec Chypre.

1973 1973-1^{ER} JANVIER. La Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark adhèrent à la Communauté.

6 JANVIER. La Commission de 13 membres, présidée par François-Xavier Ortoli, entre en fonction.

1^{ER} **FÉVRIER**. Entrée en vigueur de la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale chez les six membres fondateurs.

12 MARS. Les monnaies communautaires (à l'exception de celles de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et de l'Italie) flottent conjointement dans le «serpent» par rapport au dollar.

2 AVRIL. Signature d'un accord commercial avec l'Uruguay.

6 AVRIL. Établissement à Bruxelles du Fonds européen de coopération monétaire.

14 MAI. Conclusion d'un accord de libre-échange avec la Norvège.

19-20 JUILLET. Adoption par les Neuf de principes directeurs, lors de la première session du Conseil sur les questions d'environnement.

5 OCTOBRE. Vingt et un pays souscrivent à la Convention européenne des brevets.

6 NOVEMBRE. Les ministres des Affaires étrangères de la Communauté publient une déclaration commune sur le Proche-Orient.

14-15 DÉCEMBRE. Le Sommet de la